

The background features a stylized map of Canada in shades of green and blue. Overlaid on the map are several colorful silhouettes of people's heads and shoulders, representing a diverse group of individuals. The text is centered over the map.

# Services de garde éducatifs inclusifs pour tous

## RAPPORT DU SOMMET

# Survol :

**F**orts de l'appui de Femmes et Égalité des genres Canada, Oxfam Canada, Un enfant Une place et Childcare Resource and Research Unit ont tenu à Ottawa un sommet sur les services de garde inclusifs pour toutes et tous. Le sommet, qui a eu lieu les 5 et 6 mai derniers, a réuni 90 femmes, des militant-e-s du mouvement pour la défense des services de garde, des représentant-e-s d'organismes communautaires et des parents afin de réfléchir aux politiques publiques nécessaires pour que les services éducatifs et de garde à l'enfance (SEGE) au Canada incluent des femmes qui actuellement y sont sous-représentées ainsi que leurs enfants.

Le sommet avait pour objet d'approfondir la compréhension du mouvement pour la défense des services de garde et son analyse intersectionnelle de l'iniquité d'accès aux services de garde au pays. Les objectifs du sommet étaient les suivants :

## Principaux objectifs

- Acquérir une compréhension approfondie du paysage actuel des services de garde à l'enfance.
- Comprendre les différents obstacles à l'accès et à l'inclusion aux services de garde et leurs effets variables sur les groupes de femmes à faible revenu, racisées et autrement marginalisées.
- Recenser des façons de bâtir un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants véritablement universel, inclusif et entièrement accessible à toutes et à tous.
- Explorer des possibilités d'action collective afin de rendre les services éducatifs et de garde à l'enfance plus inclusifs pour tous les enfants, leurs familles et les collectivités.
- Renforcer les relations du mouvement pour la défense des services de garde avec d'autres organismes communautaires.

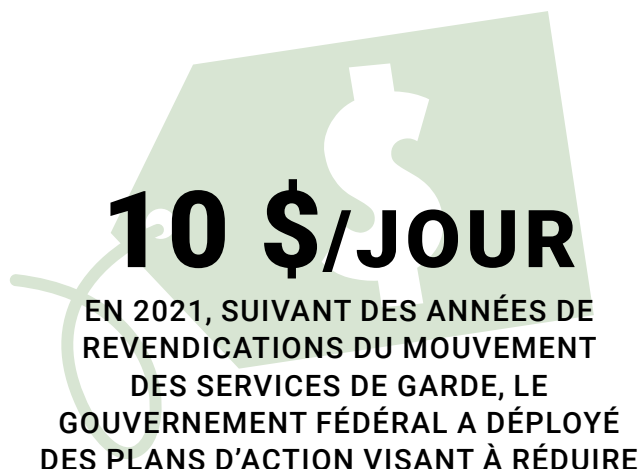
Le sommet était structuré autour de panels d'expert-e-s, de tables rondes et de groupes de discussion.

Des exposés au cours de la première journée du sommet ont permis aux participantes d'examiner le programme d'apprentissage et de garde des jeunes enfants annoncé par le gouvernement fédéral dans son budget 2021; et le cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones a été présenté. Aussi, dans le cadre de tables rondes, des personnes issues de communautés marginalisées ont décrit les nombreux obstacles auxquels elles font face pour accéder à des SEGE inclusifs et de qualité élevée. Plus particulièrement, les expériences que vivent les femmes immigrantes et réfugiées, les femmes qui ont des incapacités, les femmes noires, autochtones et racisées et les femmes à faible revenu ont été mises en relief.

La première journée du sommet, Martha Friendly, fondatrice et directrice générale du Childcare Resource and Research Unit (CRRU), a présenté un [document de travail](#) préparé pour le sommet par son équipe du CRRU. Cette analyse de données canadiennes sur les services de garde permet de corroborer la sous-représentation d'enfants de ménages socialement et économiquement défavorisés dans les garderies agréées au Canada. Le document démontre que les approches en matière de services de garde axées sur le marché, comme celles en vigueur au Canada, sont moins efficaces pour assurer l'intégration de familles pauvres aux SEGE même lorsque l'on verse des subventions aux familles à faible revenu. Cependant, ce n'est pas seulement dans les garderies commerciales que l'accès est inéquitable. La façon la plus efficace (en fait la seule) de remédier à l'iniquité d'accès et de favoriser l'inclusion consiste à élaborer et à mettre en œuvre des politiques publiques qui s'attaquent aux problèmes de l'offre, de l'admissibilité et du coût des services de garde à l'enfance.

Au cours de la deuxième journée du sommet, des organismes communautaires de diverses régions du pays ont présenté les actions menées pour défendre et promouvoir les SEGE. Suivant ces présentations, les participantes ont examiné ensemble des initiatives pour contrer l'iniquité d'accès aux services de garde agréés.

En 2021, après de nombreuses années de revendication par le mouvement pour la défense des services de garde, le gouvernement fédéral s'est engagé à bâtir un système pancanadien d'apprentissage et de garde de jeunes enfants et a consenti au projet un investissement historique de 30 milliards de dollars sur cinq ans. Le gouvernement fédéral a conclu des accords de financement avec les provinces et les territoires qui incluent des plans d'action pour réduire les frais de garde à 10 dollars par jour en moyenne d'ici 2025-2026, augmenter le nombre de services de garde agréés et en améliorer leur qualité. Les premiers plans d'action couvraient les deux premières années des accords de cinq ans. Les deuxièmes plans d'action sont en cours de négociation. Il est essentiel de porter la voix des groupes sous-représentés au centre de la discussion sur les politiques de services de garde au moment où l'on procède à l'évaluation des premiers plans d'action et à la négociation des seconds.




**10 \$/JOUR**

**EN 2021, SUIVANT DES ANNÉES DE REVENDICATIONS DU MOUVEMENT DES SERVICES DE GARDE, LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL A DÉPLOYÉ DES PLANS D'ACTION VISANT À RÉDUIRE LES FRAIS DE GARDE ET LES PORTER EN MOYENNE À 10 DOLLARS PAR JOUR D'ICI 2025-2026.**

# Ce qui s'est dit au sujet des besoins et des lacunes en matière de services de garde dans les communautés marginalisées

**L**e manque de renseignements pertinents transmis en temps opportun au sujet des services de garde du Canada est une des difficultés majeures auxquelles font face les nouvelles arrivantes au pays. Obtenir une place en garderie peut s'avérer une démarche complexe vu le nombre limité de places offertes et peut nécessiter une recherche approfondie pour démêler les différents modes de garde, s'inscrire à de longues listes d'attente, faire des demandes de subventions, et franchir une foule d'autres étapes. Cela étant, beaucoup d'immigrantes récentes n'ont pas le soutien requis pour accéder à un service de garde agréé au moment où elles en ont besoin.



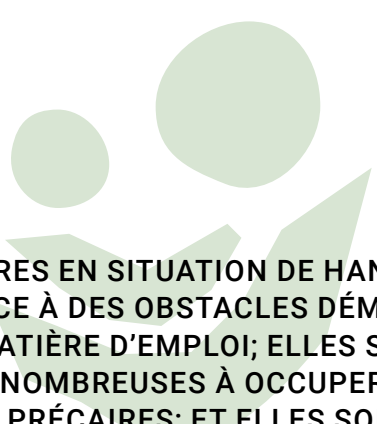
**BEAUCOUP D'IMMIGRANTES RÉCENTES N'ONT PAS LE SOUTIEN REQUIS POUR ACCÉDER À UN SERVICE DE GARDE AGRÉÉ AU MOMENT OÙ ELLES EN ONT BESOIN.**

Deanne Howlet (gestionnaire de programme au YMCA de St. John's) a expliqué comment, à Terre-Neuve-et-Labrador, on déployait des efforts soutenus pour stimuler l'immigration afin de contrer la pénurie de main-d'œuvre dans la province. Cependant, elle a expliqué que les politiques provinciales existantes ne parvenaient pas à remédier aux obstacles sociaux que rencontrent les immigrantes et les réfugiées arrivant dans la province. L'accès à une place en garderie agréée est difficile, car l'information de même que les places sont difficilement accessibles pour les nouvelles arrivantes.

Sans compter qu'un service de garde qui répond aux besoins spécifiques de familles nouvellement arrivées au pays est encore plus difficile à trouver au Canada. La réalité veut que les nouvelles arrivantes racisées occupent la plupart du temps des emplois à horaires de travail non usuels; or il existe peu de garderies ouvertes à des heures atypiques.<sup>1</sup> De plus, il est difficile pour un parent racisé venant d'arriver au pays de trouver une garderie qui répond à ses besoins culturels. Les services de garde à horaires non usuels sont essentiels pour assurer l'accès aux SEGE des nouvelles arrivantes, des personnes qui travaillent la nuit et de celles qui occupent un emploi précaire. Il est **évident** que les services de garde qui ont des horaires atypiques ne sont pas viables dans un système axé sur le marché. Il faut réfléchir à des manières de fournir et de maintenir des services de garde atypiques tout en bâtissant un système public de services de garde à l'enfance.

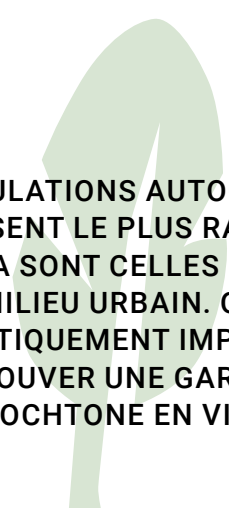
Il se fait beaucoup de recherche sur les enfants ayant des incapacités qui fréquentent la garderie, mais on en sait peu sur les mères en situation de handicap et sur leurs difficultés uniques et importantes pour accéder à des services de garde agréés. Ces mères font face à des obstacles démesurés en matière d'emploi; elles sont plus nombreuses à occuper des emplois précaires; et elles sont plus susceptibles d'avoir des démêlés avec le système de protection de l'enfance. Le manque d'accès à des services de garde abordables et accessibles compromet davantage leur sécurité économique et les met dans des situations dangereuses, obligées de s'occuper de leurs enfants sans pour autant disposer de l'aide dont elles ont besoin. Pour veiller à ce que leurs besoins soient satisfaits, il faut faire en sorte que les mères qui ont des incapacités participent à la recherche et au développement des systèmes de services de garde.

1 C'est-à-dire des SEGE qui sont ouverts en soirée, les weekends, toute la nuit ou en rotation et sur appel.



**LES MÈRES EN SITUATION DE HANDICAP FONT FACE À DES OBSTACLES DÉMESURÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI; ELLES SONT PLUS NOMBREUSES À OCCUPER DES EMPLOIS PRÉCAIRES; ET ELLES SONT PLUS SUSCEPTIBLES D'AVOIR DES DÉMÊLÉS AVEC LE SYSTÈME DE PROTECTION DE L'ENFANCE.**

Le sommet a aussi fait la lumière sur le manque de financement des SEGE pour les communautés autochtones. Il est important de porter attention à la diversité d'expériences des peuples autochtones au sein des systèmes de services de garde et de souscrire à une approche fondée sur les distinctions pour répondre aux besoins des Inuits, des Métis et des Premières Nations. Les populations autochtones qui croissent le plus rapidement au Canada sont celles qui vivent en milieu urbain. Or, il est pratiquement impossible de trouver une garderie autochtone en ville. Pour cette raison, il est spécialement urgent de former le personnel des garderies en milieu urbain et de l'outiller pour offrir des services éducatifs et des soins respectueux de l'histoire et des façons de vivre distinctes des Inuits, des Métis et des Premières Nations.



**LES POPULATIONS AUTOCHTONES QUI CROISSENT LE PLUS RAPIDEMENT AU CANADA SONT CELLES QUI VIVENT EN MILIEU URBAIN. OR, IL EST PRATIQUÉMENT IMPOSSIBLE DE TROUVER UNE GARDERIE AUTOCHTONE EN VILLE.**

Les participantes du sommet ont partagé des récits personnels illustrant la discrimination, le racisme et les préjugés fondés sur leur origine et leur identité dont elles font l'objet. On nous a parlé de la criminalisation de jeunes garçons noirs, un phénomène commençant dès la garderie alors que leurs comportements sont exagérément pénalisés. Par ailleurs, les interventions auprès d'un vaste éventail de groupes au Canada ne prennent pas en compte les traumatismes qu'ils ont subis. Aussi, les stéréotypes ont tendance à être renforcés par des programmes d'éducation eurocentriques et par l'absence de diversité au sein de la main-d'œuvre des SEGE. Pour favoriser l'inclusion en SEGE et accroître le sentiment d'appartenance, il est essentiel d'augmenter la diversité des effectifs, de donner de la formation sur les traumatismes et leur incidence, d'offrir des services de garde prenant en compte les traumatismes subis et d'intégrer des pratiques culturelles.

L'accès aux services de garde devrait être analysé selon une perspective raciale, mais une recherche bibliographique réalisée dans le cadre du présent projet a fourni très peu de données sur l'utilisation des services de garde en fonction de la race. Par exemple, selon une étude, aucun incident racial n'était survenu dans le réseau des SEGE de la ville de Toronto, ce qui suggère l'absence de surveillance de tels incidents et de mesures pour les contrer. Les politiques à tous les échelons doivent définir de façon explicite les incidents raciaux et racistes de même que le racisme en SEGE, et elles doivent reconnaître que le personnel a besoin de soutien et de formation pour y faire face. Pour contrer le racisme, les politiques doivent mettre de l'avant des protocoles et des lignes directrices pour aider les enfants, les familles et le personnel à gérer les incidents raciaux.

Beaucoup d'organismes à but non lucratif fournissent des services de garde à des personnes immigrantes, migrantes et réfugiées et à des communautés racisées. Il est important de reconnaître que ces organismes fonctionnent parfois à l'intérieur de régimes racistes et coloniaux qui jouent un rôle dans l'iniquité d'accès aux services de garde. À titre d'exemple, dans le cadre d'un projet de soins à domicile pour les immigrantes, les réfugiées et les migrantes – une initiative financée par le gouvernement fédéral et pilotée par des immigrantes, des réfugiées et des migrantes bien rémunérées - le YWCA de St. John's s'emploie à régler ce problème.

# Militer pour le changement : une vitrine de projets

## BUILDING A CHILD CARE SYSTEM THAT WORKS, PACIFIC IMMIGRANT RESOURCES SOCIETY

La [Pacific Immigrant Resources Society](#) (PIRS) ayant constaté que beaucoup de femmes ne pouvaient pas participer aux programmes offerts aux immigrantes et aux nouvelles arrivantes faute d'avoir accès à un service de garde, l'organisme a décidé d'intégrer la garde d'enfants à ses programmes comme « stratégie pour en favoriser l'accès ». Depuis, la PIRS offre aux personnes qui participent à ses programmes des services de gardiennage et de [services de garde ponctuels](#). L'organisme a également constaté que les utilisatrices de ses programmes occupaient des emplois précaires et faiblement rémunérés. La PIRS a donc lancé une initiative qui regroupe l'accès aux services de garde et les questions de salaire décent et de travail des femmes et elle s'inspire d'un modèle d'entreprise sociale pour fournir de l'expérience de travail ainsi que des services de garde aux femmes immigrantes (contrant ainsi le chômage et répondant aux besoins de services de garde des nouvelles arrivantes).

L'initiative [Building a Child Care System that Works for Immigrant and Refugee Women](#) s'étend sur deux ans et demi. Subventionnée par Femmes et Égalité des genres Canada, elle a pour but de fournir une réponse féministe aux conséquences de la COVID-19 et d'apporter des changements systémiques au secteur des services de garde. Pour ce faire, la PIRS a réuni un groupe de leadership en matière de services de garde, c'est-à-dire une communauté de pratique formée d'immigrantes qui ont de l'expérience dans le domaine (des parents, des militantes, des professionnelles œuvrant dans le secteur, etc.). Le groupe de leadership a participé à des séances de renforcement de capacités dans différents domaines : conception de systèmes, action militante, capacités d'agir, prise de parole en public, organisation communautaire et collaboration avec les gouvernements. Par l'entremise de ce groupe de leadership, la voix des immigrantes est entendue aux tables décisionnelles, dans les coalitions et dans les instances qui élaborent les politiques.

Les membres du groupe de leadership ont pris la parole à tour de rôle pour raconter leurs histoires.

- Narmela Rabirad (infirmière dans son pays d'origine devenue éducatrice à la petite enfance au Canada) a parlé du besoin d'améliorer l'accès à l'information afin d'aider les nouvelles arrivantes à mieux connaître les options de garde pour leurs enfants, de contrer les obstacles de la langue et de pallier le manque de services de garde flexibles pour les personnes travaillant sur des horaires de travail atypiques.
- En immigrant au pays, Amandeep Kaur est passée d'enseignante et de directrice adjointe d'une école à travailleuse en services de garde, car son diplôme de maîtrise n'a pas été reconnu. Elle a parlé des difficultés liées à la diversité, l'inclusion et la discrimination et de l'absence de sensibilité culturelle. Elle a mis en relief le besoin d'augmenter la formation des fournisseurs de services de garde et d'accroître la représentation des immigrantes et des personnes autochtones au sein de la profession. Elle a également parlé des obstacles à l'intégration des immigrantes au marché du travail faute d'expérience professionnelle au Canada, des coûts liés à l'éducation supérieure, des conditions de travail et du manque de services de garde pour leurs propres enfants.
- [L'histoire](#) de Mireille Keubou

La PIRS a également présenté quelques-uns de ses projets [Photovoice](#), une exploration en photos de l'exclusion, de l'inclusion et de l'appartenance.



## CENTERING THE VOICES OF RACIALIZED MOTHERS AND EDUCATORS, COALITION ONTARIENNE POUR DE MEILLEURS SERVICES ÉDUCATIFS À L'ENFANCE

L'initiative *Centering the Voices of Racialized Mothers and Educators* a pour objet de comprendre les expériences et les obstacles variés en matière de services de garde auxquels ont fait face divers groupes durant la pandémie.

Elle vise précisément à bâtir des liens soutenus avec des mères et des éducatrices racisées et à élaborer avec elles des recommandations de politiques. L'initiative est structurée de manière à fournir à la Coalition ontarienne pour de meilleurs services éducatifs à l'enfance et aux participantes des possibilités d'apprentissage. Elle est conçue pour renforcer la voix et la capacité à prendre des décisions des mères et des éducatrices racisées et à promouvoir des politiques et des pratiques inclusives à tous les échelons. Ses axes stratégiques sont notamment de comprendre les expériences vécues et les changements de politiques requis; d'engager les personnes et les communautés racisées dans les processus de changement; de bâtir des relations durables avec les communautés racisées et entre celles-ci; et de fournir aux femmes la possibilité de cerner leurs capacités de leadership, de développer des rôles de leadership et de se mobiliser autour d'actions et de réformes stratégiques.

L'initiative s'articule autour de trois phases : (1) une recherche documentaire et des analyses sectorielles (2) des consultations communautaires et (3) la cocréation et la diffusion de recommandations par l'entremise de groupes de travail. Ayant trouvé peu d'études canadiennes sur le sujet, l'équipe du projet s'est inspirée de relations communautaires et de partenariats communautaires existants pour générer des connaissances. Elle a décidé de travailler de concert avec les partenaires communautaires avec qui la Coalition avait déjà établi des liens pour recueillir des histoires. Neuf organismes communautaires ont été sollicités afin d'identifier des mères et des éducatrices racisées disposées à participer aux consultations. Les consultations auprès des éducatrices à la petite enfance (EPE), des francophones et des communautés linguistiques en situation minoritaire ont eu lieu séparément ainsi que la consultation des organismes de soutien à la famille.

Voici quelques-unes des principales leçons tirées de cette initiative :

- Les gouvernements ne sont pas nécessairement conscients de l'isolement profond des nouvelles arrivantes et de l'érosion qui a frappé leur santé mentale durant la pandémie;
- Les consultations et le soutien qu'on leur offre peuvent aider les participantes à avoir davantage confiance à leur pouvoir d'agir collectivement;
- Les mesures de soutien, les interventions et les changements de politiques ne prennent pas tous la même forme pour tout le monde, mais l'objectif commun est de combattre le racisme dans le secteur des services de garde.

Finalement, la Coalition a fait le point sur des travaux en cours entourant la lutte contre le racisme, sur ses recommandations de politiques et sur ses efforts de sensibilisation aux perspectives autochtones.

## UNDERSTANDING THE MULTI-DIMENSIONAL IMPACT OF COVID-19, SOUTH ASIAN WOMEN AND IMMIGRANT SERVICES (ANCIENNEMENT SAWRO)

Depuis la fondation de SAWIS/SAWRO en 2008, la communauté sud-asiatique réclame du gouvernement de l'Ontario qu'il subventionne en totalité les services de garde pour les parents à faible revenu. Présentement, les subventions sont uniquement accordées aux personnes qui travaillent ou qui sont aux études à temps complet. SAWIS/SAWRO réclame des services de garde publics entièrement gratuits pour les femmes à faible revenu, insistant sur le fait que l'accès aux services de garde ne peut être véritablement « universel » que si les services sont gratuits, comme dans le cas de l'éducation publique. Les services de garde financés à même les fonds publics devraient éliminer les listes d'attente, qui sont un obstacle majeur pour les familles. Beaucoup de femmes ont recours à des modes de garde non réglementés faute de place en services de garde agréés. Les modes de garde non réglementés sont parfois moins chers, mais la sécurité des enfants et des familles qui les fréquentent est mise à risque, car ils ne font pas l'objet de supervision ni de surveillance publique, ils ne bénéficient pas d'un réseau de soutien et il n'y a pas de critères de qualification du personnel.

SAWIS/SAWRO a sondé 150 femmes immigrantes bangladaises habitant le quartier East-Danforth à Toronto pour comprendre les répercussions de la pandémie sur leur vie. Voici certains faits saillants du sondage : perte d'emploi et de revenus, manque de logement décent et abordable, manque de services de garde et augmentation de la violence fondée sur le genre. Pour de nombreuses femmes, ces facteurs s'entrecroisent dans leur réalité quotidienne. Le rapport de SAWIS/SAWRO intitulé *Understanding the Multi-dimensional Impact of COVID-19* porte sur les résultats de l'étude.

En outre, SAWIS/SAWRO travaille à la promotion du leadership des femmes et à leur inclusion économique dans leur collectivité. Vu qu'un grand nombre de femmes sont isolées en raison du manque de services de garde abordables, un système universel de services de garde s'avérerait une stratégie importante pour redonner aux femmes du temps durant la journée afin qu'elles prennent soin de soi, qu'elles s'impliquent dans la communauté et qu'elles participent à des activités sociales. De nombreuses femmes sud-asiatiques au Canada sont sous-employées (elles occupent des emplois qui ne correspondent pas à leurs compétences ni à leur expérience) et elles ont un travail précaire. Celles qui sont engagées par l'entremise d'agences de placement temporaire à titre de travailleuses en garderie et pour d'autres postes ont des conditions de travail précaires et elles sont faiblement rémunérées. Les emplois obtenus par l'entremise de ces agences sont souvent précaires, les quarts de travail fractionnés, les lieux de travail éloignés, les salaires versés faibles et ils n'offrent aucun régime d'avantages sociaux et de retraite.



# Des actions collectives pour un accès plus équitable et une plus grande inclusion

**U**n des objectifs principaux du sommet était de permettre aux participantes de mieux comprendre les obstacles intersectionnels à l'inclusion auxquels font face les personnes historiquement sous représentées dans le secteur des SEGE Canada, et d'explorer des outils et des stratégies pour influencer les discussions entourant les politiques ainsi que la prise de décision.

La trousse d'outil [Services éducatifs et de garde à l'enfance pour tous: Une trousse d'outils pour modifier les politiques gouvernementales](#) créée dans le cadre du projet, fournit de l'information de base sur la situation des SEGE au Canada et elle propose des politiques pour rendre les services de garde agréés plus accessibles et inclusifs pour tous les enfants, les parents et les travailleuses en services de garde. En outre, la trousse donne des conseils sur diverses façons de militer pour ces changements. Elle a été présentée aux participantes afin de déclencher leur motivation et de susciter des idées d'actions collectives.

Voici quelques points saillants extraits des discussions du sommet sur des façons de rendre le mouvement pour la défense et la promotion des services de garde plus inclusif.

- 1** Il existe divers moyens de mettre en relief les forces du secteur, notamment des campagnes de lettres, des pétitions, des rassemblements et des boycottages. Les participantes ont insisté sur la nécessité d'accroître le nombre de partisan-e-s, de les sensibiliser et de les éduquer à l'importance de l'équité et de l'accès aux SEGE, de les mobiliser à agir en ce sens et d'accorder plus d'attention aux voix qui ne font pas partie pour le moment de la conversation..
- 2** Les participantes ont souligné l'importance d'être délibérément inclusif et attentif à l'égard des personnes invitées participer aux actions collectives, sachant que les éducatrices et les parents sont déjà débordés par le travail et leurs responsabilités familiales. Elles ont prévenu que ce travail doit se faire en créant des espaces permettant de renforcer les capacités des personnes et les relations avant de les inviter à agir collectivement. Et bien sûr, les actions doivent se décider de manière inclusive.
- 3** Le mouvement devrait exploiter le pouvoir des parents qui présentement n'ont pas accès à un service de garde. Par exemple, on devrait utiliser les listes d'attente comme outil de communication pour inviter les parents qui ont du mal à accéder à un service de garde à participer à une action militante.
- 4** Lorsque l'on cherche à influencer les gouvernements, adapter le message aux priorités gouvernementales est une bonne stratégie. Par exemple, pour attirer l'attention des gouvernements, il est utile de faire valoir le lien entre l'accès aux services de garde et la croissance économique.

- 5** Les participantes ont souligné que la campagne pour la garderie à 10 \$/jour en Colombie-Britannique a été fructueuse grâce à la simplicité de son message pour attirer les gens et les aider à comprendre rapidement ce qu'il fallait faire. Par contre, il est important de préciser que le tarif de 10 \$/jour est un maximum, et non une moyenne, et qu'il est assorti d'une échelle variable commençant à 0 \$ pour les familles à faible revenu.

---

- 6** Les personnes qui font la promotion des services de garde au pays ont besoin de plus d'occasions, à l'échelle nationale et localement, pour tisser des liens entre elles et adopter des recommandations et des stratégies communes et harmonisées, tout en prenant en compte et en respectant les difficultés et les expériences propres à chacun. Les réseaux locaux sont fondamentaux.

---

- 7** Les participantes ont discuté des façons de réunir autour de la table et de faire participer aux discussions les parents qui n'obtiennent pas du système existant les services dont ils ont besoin afin qu'ils conçoivent collectivement un système qui les inclurait.

---

- 8** Toutes ont convenu qu'il fallait plus de recherche et plus de données pour surveiller et évaluer le déploiement en cours du système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Elles ont dit qu'il fallait exercer des pressions sur le Secrétariat fédéral sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants afin qu'il priorise la collecte de données à l'échelle fédérale et provinciale et qu'il amorce des consultations avec la société civile.

---

- 9** Les participantes se sont donné respectivement pour mandat de rendre compte de leurs actions pour obtenir l'accès équitable aux services de garde, de demeurer en lien les unes avec les autres et de se tenir mutuellement informées.

---

- 10** Elles ont convenu qu'il fallait faire beaucoup plus pour favoriser une participation plus significative des Premières Nations, des Inuits, des Métis, des parents qui ont des incapacités et des communautés 2SLGBTQ+ aux discussions sur les politiques et pour leur accorder plus d'influence, notamment en tenant des consultations rémunérées, proactives et permanentes.



Markus Spiske-Unsplash

